

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine Dossier

N° 557 du 10.11.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

De quoi le moment palestinien actuel est-il fait ?

1 Les brèves

1-1 Un député suédois d'origine turque expulsé d'Israël.

1-2 Livni attaque la Turquie en l'accusant de tenter de légitimer le pouvoir du Hamas à Gaza.

2 Les Dossier

2-1 Zouhair Lahna : L'humanitaire comme politique ?

2-2 Le Hamas affirme son attachement aux principes et appelle à soutenir la résistance.

2-3 Al-Bardawil : C'est la résistance qui empêche la guerre contre Gaza, non Abbas.

2-4 Le Hamas : "Ce qui se passe en Cisjordanie est une attaque vicieuse contre les fils de la résistance".

2-5 L'Autorité Palestinienne emprisonne et torture des militants.

2-6 La terre brûlée, une nouvelle politique sioniste contre les Palestiniens.

2-7 Woudiwan Jean-Marie : Les « Caprices » de Benjamin Netanyahu.

BLOCUS DE GAZA

2-8 Rapporteur spécial des droits de l'homme : Le blocus de Gaza et l'occupation de Cisjordanie ont un coût humanitaire très élevé.

2-9 Flottille & Viva Palestina⁵

1 Israël intercepte un bateau de pacifistes en route vers Gaza

2 Flottille humanitaire : Tshal a tiré 308 fois contre les pacifistes.

3 Viva Palestina⁵ est à Gaza, mission accomplie !

4 Victoire pour Viva Palestina dans Gaza !

Tiré a part

De quoi le moment palestinien actuel est-il fait ?

Quelles sont les tâches du mouvement de solidarité internationale

publié le lundi 8 novembre 2010.

Le bavardage sur le processus de paix qui aboutirait à la « solution des deux Etats », les positions en demi-teinte pratiquant l'ambiguïté des « oui mais », des « immenses espoirs menacés »...souffrent d'absence d'analyse, remplacée par des attentes et des spéculations qui rejoignent dans les meilleurs des cas le champ des vœux pieux. La lutte du peuple palestinien arrive aujourd'hui à un tournant dans sa longue trajectoire, qui annonce la fin d'une étape commencée en 1965 avec la naissance du mouvement des Fédayins et du nouvel OLP. Il est pertinent de constater que ce changement croise et recoupe celui que connaît le mouvement de solidarité internationale avec cette lutte, notamment avec l'adoption de la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël. Nous ne pensons pas que ce recoupement soit le fruit d'un hasard.

I - Pourquoi conserve-t-on le cadavre ?

Le processus de paix, tel que né des accords d'Oslo, est bien mort. Mais ceci ne veut en aucun cas dire que son maintien factice en vie est sans conséquences. L'exercice qui consiste à conserver le cadavre en état présentable pour l'exposer et donner un semblant d'action possède une double fonction : 1) remplir le vide, car reconnaître l'échec et s'engager dans une autre voie est très coûteux pour les partenaires Palestiniens et Arabes qui l'ont porté, et en sont devenus ses otages et ses bénéficiaires en même temps, 2) permettre un certain camouflage de la progression des plans d'expansion des colonies, de leur enracinement, de la judaïsation de Jérusalem, de l'implantation d'un système de type apartheid en Israël même, du refus définitif du retour des réfugiés, et de la diabolisation de Gaza et sa mise à l'écart...des bonnes raisons pour que les différents gouvernements israéliens jouent le jeu. Les positions officielles, américaines et européennes en sont les complices consentantes, nullement pour des raisons obscures ou essentialistes, mais parce que leurs intérêts se recoupent. Le souci majeur qui leur est commun étant de conserver l'ordre établi en général, indépendamment du respect de toute notion de justice ou de droit. Des petits intérêts rentrent parfois en jeu, tels le besoin de reluire l'image d'Obama avant les élections du Congrès, ou celui d'alléger l'impact de la détérioration de la situation américaine en Iraq et en Afghanistan... Mais quel est l'intérêt de la direction palestinienne ? Est-il exact que les autres alternatives sont inexistantes et que seule la participation aux négociations actuelles garantit aux Palestiniens une présence sur l'échiquier politique international, sans quoi leur cause sera négligée et leur sécurité encore plus menacée ? Est-il exact que le rapport de force ne permet pas mieux actuellement, mais qu'une avancée par étapes peut conduire à des améliorations futures ? Est-il exact que l'alternance de la bonne volonté affichée, d'une souplesse satisfaisante aux yeux des Américains et de quelques épisodes d'intransigeance est une tactique payante ? Dans la complexité de la situation palestinienne, l'impuissance d'imaginer d'autres perspectives que ce qui est en cours, de voir l'horizon et non pas la forêt, peut conduire au désespoir. Mais surtout, la façon adoptée par l'AP pour aborder la question palestinienne aujourd'hui fait partie du système de reddition en construction. Car c'est d'un « système » qu'il s'agit, c'est à dire d'un ensemble articulé, dont fait partie les négociations dites « directes » entre

l'Autorité palestinienne et Israël, qui vont reprendre rapidement dès qu'une porte de sortie capable de sauver la face de l'AP sera trouvée.

II - Des négociations pour la paix ?

Tout d'abord, de quelle « paix » s'agit-il ? D'une coexistence « pacifique » entre les deux peuples, but louable en soi s'il n'ignorait pas qu'un des deux peuples est soumis à la colonisation expansionniste, à la répression brutale et au déni de droits. Une paix ou même une coexistence pacifique ne peut se construire sur une situation aussi extrême de domination. Il faut caractériser cette situation, son camouflage sous un faux nom est une tromperie. Mais « que faire alors ? » dit une Autorité palestinienne qui s'enfonce dans ces négociations sous visa arabe (c'est se couvrir mutuellement), ne cesse de parler de « rapport de force » qui lui est défavorable, prétend parfois qu'elle cherche à démasquer Israël devant le monde entier, et particulièrement devant les Etats-Unis, espère que ceci donnera au peuple palestinien un début de justice, un Etat palestinien, même en forme de Bantoustans, sans souveraineté et sous totale domination, mais qui sera « un pas en avant ». C'était, rappelons-le, Yasser Arafat qui avait qualifié de Bantoustans ce qui lui était proposé durant les négociations de Camp David 2, refusant de cautionner ce résultat.

Examinons ces arguments qui sont les fondements des multiples justifications que pratique l'AP, et avec elle tous ceux qui pensent qu'il faut être « réaliste » et « pragmatique ».

1) La dégringolade des pouvoirs arabes, déjà en œuvre, a été accélérée par l'occupation américaine de l'Irak. Que cette occupation ait causé une catastrophe durable pour l'Irak, ou qu'elle ait échoué à établir un ordre stable (qui se voulait exemplaire, « le Nouveau Moyen Orient ») favorable à Washington, ne changent rien au fait que l'armée américaine, et la diplomatie américaine, sont sur place et gèrent directement un des pays les plus importants de la région, de par sa place géostratégique et les richesses pétrolières (et autres) qu'il possède. Certains régimes arabes ne jurent que par Washington, et considèrent qu'il est leur protecteur face à la menace iranienne (parfois dite « shiite »). Nous l'avons bien vu au moment de l'agression israélienne sur le Liban en 2006, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie saoudite (pour ne citer que ceux-là) soutenaient l'agression et espéraient ainsi en découdre avec le Hizbullah et la Syrie, pour casser cet « axe » à la tête duquel se tient leur ennemi juré, l'Iran. Que ceux qui continuent de dire « mais où est le monde arabe » arrêtent leur hypocrisie ! Les pouvoirs arabes dans leur majorité écrasante font partie de l'axe américano-israélien, et le mélange répression/corruption/misère qui maintient dans la peur et l'impuissance les sociétés est très efficace. Un 2ème élément doit être évoqué, qui a accompagné la montée en force de l'OLP. C'est celui de l'autonomie palestinienne revendiquée (à juste titre, afin de protéger le mouvement palestinien naissant des visées hégémoniques et des interventions manipulatrices des pouvoirs arabes). Cet objectif a acquis un autre sens, a été perverti en quelque sorte, au fur et à mesure que le mouvement palestinien perdait la base territoriale – le Liban - qui lui permettait une marge d'autonomie. Avec le concours d'autres éléments, il a fini par signifier une distanciation entre la question palestinienne et son environnement. Il est clair que si l'autonomie palestinienne conduisait au détachement de la question palestinienne de sa matrice arabe, le rapport de force serait évidemment au désavantage des Palestiniens. Ce qui nous conduit au point suivant.

2) Le rapport de force ! Formule magique pour tout justifier, alors qu'il n'est en soi que l'autre nom de l'exercice politique. Aucun rapport de force n'est immuable ou stable, tout rapport de force se mesure dans l'action. Quand Sadate signe un accord unilatéral avec Israël en 1978, il ne se soumet pas à un rapport de force figé, mais fait plutôt un choix qui influe et modère ce rapport de force, qui le crée en quelque sorte et qui génère des conséquences. Le choix est certes dicté par de multiples calculs et considérations. Mais « le rapport de force » ne peut pas être un paravent ou un essuie-tout. Il ne peut en aucun cas justifier les négociations avec Israël telles qu'elles sont pratiquées, sans référence aux constantes ou aux fondamentaux nationaux (ce que les pays appellent leurs « intérêts vitaux »), sans lien avec la référence au Droit (quelles sont les « droits inaliénables du peuple palestinien » ? quel rapport au droit international, sinon à quoi sert-il ?), et sans aucune stratégie. Soyons clairs : il ne s'agit pas de condamner le principe de négociation en tant qu'outil politique, (ce serait absurde), mais de l'encadrer et de définir à chaque étape son objectif et ses conditions. On nous dit souvent que la lutte armée pour la libération nationale n'est pas un but en soi, mais un moyen, qu'elle n'est pas sacrée, et c'est vrai. Il en est de même des négociations ! Aucun mouvement de libération n'a jamais refusé de négocier avec son ennemi. Mais il s'agit de décider du programme, de l'opportunité et des manières de faire. Les négociations palestino-israéliennes se déroulent actuellement dans des conditions bien précises : le côté israélien sait ce qu'il veut, le met en application et l'impose, alors que le côté palestinien n'a pas de ligne et de repères qui guident ses pas. Il est entraîné dans un processus de « négociation pour la négociation » qui est devenu un mode de survie pour garder le fil entre les deux parties adverses et avec la « communauté internationale ». Mais ce mode n'affecte pas la machine de l'occupation qui suit son chemin. Bien au contraire, il la couvre en prétendant que tout ce qu'elle fait est « provisoire » puisqu'on négocie, (et en attendant l'aboutissement des négociations à une « solution finale » !)

3) Les expériences de compromis politiques ou de négociations, de par le monde, montrent que le négociateur doit être inflexible, et doit élaborer et défendre sa vision et ses revendications. La bataille des idées, la bataille de la représentation, de la description et de la conception de la situation, est majeure. Or, sous prétexte de plaire aux Américains, ou à certains régimes arabes, ou sous prétexte de démasquer l'intransigeance d'Israël et de prouver ainsi qu'il est responsable des échecs, le négociateur Palestinien dit tout et son contraire à la fois. Prenons l'exemple de cette exigence israélienne de reconnaître le « caractère juif de l'Etat d'Israël ». Le secrétaire du comité exécutif de l'OLP (Yasser Abed Rabbo), et derrière lui Mahmoud Abbas lui-même, ont répondu que ce caractère ne les concernait pas ! Comme si la reconnaissance du caractère juif de l'Etat d'Israël n'impliquait pas

la reconnaissance du maintien des Palestiniens de 1948, détenteurs de l'identité israélienne, en citoyens de seconde zone. Qu'est ce qu'un système d'apartheid sinon ceci ? Devant cette condition sine qua non israélienne pour geler l'expansion des colonies, l'administration américaine a invité l'AP à présenter une contre-proposition. L'AP répond : « définissez-nous les frontières de l'Etat palestinien et appelez votre Etat comme vous voulez » !! Hallucinant. Puis ils se sont fondus en explications encore plus embrouillées que ces réponses. Au lieu de mener une campagne claire, basée sur les intérêts palestiniens et les principes internationaux d'égalité, la tactique de l'AP « pour démasquer Israël » lui a gratuitement cédé un point majeur, celui de son caractère juif. C'est un exemple parmi tant d'autres, qui relèvent tous du même registre.

4) Enfin, l'idée de procéder par étapes, est souvent évoquée par l'AP pour justifier la conduite adoptée au même titre que celle du rapport de force défavorable. Pourra-t-on progresser vers plus, une fois que l'AP aura accepté de nommer Etat palestinien les Bantoustans de la Cisjordanie encerclés par les colonies ? Une fois qu'elle aura accepté non seulement le principe - c'est fait ! - mais la pratique d'« échange de territoires » (ou comme dit Lieberman que c'est juste « une modification des frontières et non pas un transfert de population »), une fois que la Jérusalem palestinienne sera en fait Abou Dis, ou une autre banlieue (puisque c'est une question de « noms »), une fois que la vallée du Jourdain sera définitivement annexée par suite de l'acceptation de la présence militaire israélienne durable pour rassurer Israël, une fois que Gaza, la méchante, sera totalement écrasée sous prétexte du Hamas, le siège ne pouvant être levé que si celui-ci capote, une fois que sera officiellement annulé le droit au retour des réfugiés Palestiniens, sachant que seuls les détenteurs d'un droit peuvent le céder, (mais nous ne sommes plus à un détail près !). Quel sera alors l'état du fameux rapport de force ? Et pourquoi espérer que l'AP sera récompensée pour sa docilité ? Le peuple palestinien, dit-on, pourra toujours se révolter contre cet état de choses qui lui aurait été imposé, mais la révolte n'appartient pas à la notion de gradualité et d'étapes que vend l'AP. Bien au contraire, la révolte sera une opposition à ce que l'AP aura entrepris.

5) N'y-a-t-il pas vraiment pas d'autres alternatives ? Plusieurs voix palestiniennes significatives pensent que ces alternatives existent, ainsi que des intellectuels et des militants arabes qui ont passé leur vie à soutenir la lutte du peuple palestinien. Le problème réside dans le point de départ de l'action politique de l'AP, qui repose sur la recherche d'une solution immédiate. Dans ce cas, le peuple palestinien serait contraint d'accepter n'importe quoi, du moment que ce n'importe quoi portera le nom d'Etat palestinien. Par contre, si la stratégie palestinienne se construit sur la nécessité d'entretenir la lutte face à l'occupant colonialiste et au système qu'il installe, les alternatives sont multiples. Il est clair ici qu'il ne s'agit pas uniquement de « prendre position », c'est à dire de trancher la chose par un discours, mais bien de proposer un ensemble d'actions et d'attitudes, incluant le niveau diplomatique bien évidemment, mais focalisant sur 3 éléments : 1) la réorganisation de l'ensemble du peuple palestinien en réseaux de solidarités et de résistances – à la tête desquelles se tient la résistance civile et pacifique, tout en refusant de condamner le droit à la résistance armée quand elle est opportune (l'opposition pacifique/ armée est factice et doit être condamnée, ce ne sont que des outils au service d'une stratégie). 2) En deuxième lieu, il s'agit de renouer avec les réfugiés Palestiniens, surtout dans le monde arabe, qui sentent qu'ils sont bradés au profit de la « solution immédiate », et en faire des appuis pour la réunification des éléments de la question palestinienne entre les mains d'une OLP refondée et restructurée de nouveau pour lui rendre sa représentativité. Le plus grand danger qui guette la lutte du peuple palestinien est la dislocation de ses composantes. C'est un procédé déjà avancé mais pas encore irrécupérable, y compris au niveau de l'unité politique indispensable entre les factions palestiniennes, Hamas et Jihad inclus. L'OLP a été réduite à l'AP, et l'AP à une partie du Fatah (puisque des courants contestataires dans le Fatah ont été négligés). Cette pratique contredit toute l'histoire du mouvement de la lutte palestinienne, et même l'histoire du Fatah lui-même. L'exigence d'un retour à un cadre unitaire est indispensable pour l'assainissement de la situation. 3) Enfin, se réapproprier le niveau de la solidarité internationale active est le troisième élément de cette stratégie à adopter. Rien d'autre ne pourra compenser le soutien américain et occidental officiel à Israël, la solidarité internationale ayant été brouillée par l'illusion d'une solution à portée de main, qui se négocie dans les coulisses diplomatiques et ne demande pratiquement rien aux militants de par le monde, prêts pourtant à se mobiliser pour la Palestine. Quel gâchis !

6) L'argument selon lequel la revendication de deux Etats correspond au droit international et constitue ainsi un atout pour la politique palestinienne, adopte une vision borgne de la notion de droit et de légalité, en plus de souffrir de formalisme. Il est très dangereux de diviser ces notions et d'être sélectif quant à leur application. Rien, aucun engagement diplomatique, n'empêche les Palestiniens de développer une vision d'un autre Israël, d'un Israël débarrassé de son caractère colonial, qu'il serait possible de côtoyer. La réalité israélienne concerne les Palestiniens qui en sont quand même ses premières victimes.

7) La stratégie de lutte palestinienne adéquate actuellement reste à élaborer. Il ne s'agit pas de choisir à la carte entre le Fatah et le Hamas, entre négociation et lutte armée. Cette simplification est criminelle de part et d'autre de ses porte-paroles. Ni les négociations ni la lutte armée ne se suffisent à elles-mêmes, et leurs conditions d'application, leurs interactions, leurs exigences et préparatifs devraient être décidées, élaborées et construites, ce qui manque dans une large mesure. Tout autant que l'illusion catastrophique d'une « solution immédiate négociée » à portée de main, l'appel à la lutte armée devient juste une surenchère, ou dans les meilleurs des cas une position de principe qui ne mène nulle part. Ce sont là des postures de plus en plus abstraites, parce que sans fondements politiques ancrés dans la réalité.

III - Le système mis en place

Mais comment perdure cet état des choses ? Le côté palestinien est constamment invité à faire des concessions, face auxquelles il n'a guère le choix du refus, parce que plus vulnérable et exposé à la merci des grandes

puissances. C'est là tout le sujet : à supposer que la classe dirigeante palestinienne ne collabore pas sciemment, elle a par contre participé à la construction d'un édifice/prison, où elle dépend pour sa survie du bon vouloir d'Israël . 1) l'exigence de coordination sécuritaire avec l'occupant a atteint des proportions inimaginables : le coordinateur du gouvernement israélien en Cisjordanie a révélé il y a quelques jours que pour la première moitié de 2010, les opérations sécuritaires coordonnées entre les forces spéciales palestiniennes (entraînées par le général américain Dayton auquel vient de succéder le général Muller) et les forces sécuritaires et armées israéliennes ont été au nombre de 1424 opérations, c'est-à-dire une opération toutes les 3 heures !! Ceci représente le double de ce qui a été pratiqué tout au long de l'année 2009, et dépasse la coordination qui existe entre les forces de l'Otan en Afghanistan !! 303 réunions de coordination sécuritaire entre les deux parties ont été tenues durant ces 6 mois. L'AP dépend aussi du bon vouloir « international ». Elle vit des aides de l'UE, qui permettent à 160 000 fonctionnaires en Cisjordanie –selon les chiffres officiels de l'AP, donc à 160 000 familles – de toucher leurs salaires. Les entrepreneurs de toute sorte vivent des projets financés ou soutenus par ces instances, et des miettes sont enfin distribuées sous formes d'aide ponctuelle. Pourront être énumérés des centaines d'éléments qui prouvent le degré d'imbrication de l'AP dans un système entier de dépendance à l'égard de l'occupation (on évoque souvent les cartes VIP qui symboliquement concrétisent cette situation), et ainsi, de la nécessité de maintenir les négociations de paix indépendamment de leur résultats et des dégâts qu'elles causent. La division entre l'AP et le Hamas, ainsi que le blocus de la bande de Gaza, font partie du système en question. Cette division est féconde, permettant à l'AP de recevoir de façon continue des signes de reconnaissance de sa légitimité, mais aussi un soutien financier pour la consolider face aux « méchants » dont l'existence est concrétisée par leur mainmise sur Gaza. Le Hamas, qui pourtant condamne les négociations, adopte une attitude schizophrène, considérant son autorité sur Gaza comme une preuve de sa force qui doit être reconnue par les puissances internationales, et comme un partage du pouvoir avec l'AP. Cette division est une chance pour Israël, car elle permet de remettre au deuxième plan les solutions plus globales, et notamment les dispositifs concernant le lien entre les 2 parties des territoires palestiniens de 1967. Une complicité nauséabonde est ainsi établie entre les différents protagonistes de cette situation, incluant les 2 organisations palestiniennes elles-mêmes, mais de façon directe, Israël et l'Egypte, chacun en tirant des profits qui lui sont propres. Mais les répercussions de cette situation sur le peuple palestinien sont totalement néfastes.

IV - Nos choix d'action

A ce stade, la CCIPPP considère qu'il est urgent d'inciter une large discussion sur la fonction réellement remplie par les négociations et par l'illusion, farouchement entretenue par de si différentes voix, d'une solution basée sur deux Etats qui naîtra d'un instant à l'autre du sein même d'un processus de paix fécond.

Si nous ne considérons pas qu'il nous revient d'opter pour des choix de type « deux Etats ou un Etat démocratique de tous ses citoyens », il est par contre indispensable d'examiner et d'évaluer l'impact concret des politiques en cours. Du fait des missions civiles continues, la CCIPPP est en contact avec la réalité palestinienne sur le terrain, avec nos interlocuteurs et partenaires Palestiniens très nombreux et très diversifiés, et avec nos alliés anticolonialistes Israéliens. Notre mouvement ne peut que constater le degré de plus en plus accentué de désarroi, de perte de repères, et de désespoir qui minent le peuple palestinien face à la conduite de sa direction. Cette forme de détachement fait partie des nombreux signes qui indiquent une fin d'époque, commencée en 1965 avec le lancement du mouvement des fédajins et du nouvel OLP.

Au même moment, nous constatons la formidable dynamique de ce peuple en lutte qui invente l'appel à la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël (BDS), la résistance populaire dans les villages traversés par le mur, les différentes initiatives politiques qui montrent une exigence intacte pour trouver le chemin de la libération...Le PYN (Palestinian Youth Network), le « Courant de défense des fondamentaux », le Comité des Indépendants, etc...prouvent s'il le faut, l'énorme détermination du peuple palestinien, et sa capacité à tenir bon malgré une situation d'oppression sans égale de la part d'Israël, aidé cette fois par tout un système étouffant et entravant, patiemment mis en place, et cogéré par l'occupation et par l'AP.

Encore une fois, le peuple palestinien prouve qu'il est ce « malade de l'espoir » qu'avait chanté le grand poète palestinien et international Mahmoud Darwich. Et les prémices d'une transition déjà amorcée sont présentes. La campagne pour le BDS articule bien cette transition. L'appel des organisations palestiniennes, en reprenant les 3 exigences fondamentales, installe un cadre référentiel de consensus national et remet ensemble les composantes du peuple palestinien éclaté en habitants des territoires occupés (qu'on a de plus en plus du mal à nommer, et auquel la situation de Gaza a apporté une nouvelle complexité), en Palestiniens de 1948 (qui vivent en Israël comme des citoyens de seconde zone, et confrontent un système d'apartheid institutionnalisé), et en réfugiés dans le monde arabe. L'éclatement et la dissociation des composantes de la question palestinienne sont un des outils majeurs de la domination de ce peuple, car cette situation dépolitise en quelque sorte la question palestinienne en la canalisant dans la voie obligée de la recherche de survies et de solutions pragmatiques.

L'appel au BDS articule également la lutte du peuple palestinien avec la solidarité internationale active. L'effondrement de « la solution diplomatique immédiate » impose cette articulation comme une urgente nécessité, puisqu'il faudra s'engager dans une longue lutte globale et assurer les conditions d'un avancement évaluable. Les campagnes BDS se conçoivent comme une sorte d'appropriation, dans chaque pays ou région, de l'engagement pour la Palestine libre, dans le sens que la question palestinienne est aujourd'hui le symbole de la confrontation avec un ordre basé sur la force, qui enrayer la capacité humaine à l'indignation, incite à avaler toutes les pratiques immondes au nom du réalisme et des « intérêts propres » qui se fichent « du reste » et s'accommodent des lois de la jungle. La nouvelle vague de solidarité active est différente qualitativement de la posture de « soutien » à une lutte en marche, elle se soucie de participer à son élaboration dans une interactivité indéniable. La dimension

internationale – et d'ailleurs arabe - a été négligée et minorée quand dominait l'éloge de l'action diplomatique entreprise, et le processus de paix palestinien a fini par devenir la copie conforme des « solutions » bilatérales inaugurées par Sadate et son accord de camp David, qui s'inscrivent totalement dans le renforcement de l'ordre dominant.

La campagne pour le BDS et tous ses dérivés (la campagne contre Carmel-Agrexco, les poursuites juridiques des criminels de guerre israéliens, dont le tribunal Russell, les actions auprès de la CPI, les actions dans chaque pays au nom de la compétence universelle, le suivi du rapport Goldstone etc...), ainsi que l'initiative de « la flottille de la liberté pour briser le siège de Gaza », relèvent toutes d'une même logique, celle de mettre un terme à la situation d'exception accordée à Israël, et à son impunité, ce système qui lui permet d'échapper à toute redevance et sanction, même quand il commet les pires exactions et qu'il bafoue le droit international et les résolutions que les instances arrivent parfois, malgré tout, à décider à son encontre.

Nous pensons qu'Israël, de par sa nature colonialiste et ségrégationniste très particulière, est structurellement construit et organisé autour de cet état d'exception et d'impunité. Ceci explique la panique qu'il manifeste face au développement de la campagne BDS, panique surfaite sans être totalement feinte. Et nous pensons que le jour où Israël deviendra un Etat comme les autres, alors sera possible une solution basée sur la justice, où Israéliens et Palestiniens vivront ensemble, avec des droits politiques, citoyens, et humains égaux. A ce moment là, le cadre ou les formalités de cette solution n'auront que des importances secondaires. Nous pensons qu'arriver à cette situation est vital pour le peuple palestinien qui a vécu une injustice historique tellement longue et violente qu'elle est honteuse pour l'ensemble de l'humanité, mais que c'est autant vital pour les Israéliens eux-mêmes, et les juifs de par le monde qu'Israël tente de leur confisquer la parole et la représentation. En effet, les choix politiques des responsables israéliens conduisant la région du Moyen Orient vers des guerres permanentes et sanguinaires qui sont sans aucune issue, ils tablent sur la force brutale et la réduction des peuples de cette région à la soumission, et flirtent ainsi finalement avec l'auto-destruction et le suicide.

Pour le bien des Palestiniens et des Israéliens, pour le bien de nous tous et toutes partout dans le monde, il faut que ceci cesse. Il nous incombe d'y œuvrer !

<http://www.protection-palestine.org:80/spip.php?article9578>

1 Les brèves

1-1 Un député suédois d'origine turque expulsé d'Israël.

Le parlementaire Mehmet Kaplan ainsi que l'artiste israélien Dror Feil installé en Suède, qui a renoncé à sa nationalité et qui se trouvait également à bord de l'un des bateaux de la flottille, ont "été expulsés car ils n'ont pas respecté la procédure", a affirmé à l'AFP la porte-parole Sabine Hadad.

Un député suédois d'origine turc, qui avait participé à la flottille pour Gaza interceptée le 31 mai par un commando israélien dans les eaux internationales, a été expulsé dimanche à son arrivée à l'aéroport Ben Gourion, a annoncé une porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Le parlementaire Mehmet Kaplan ainsi que l'artiste israélien Dror Feil installé en Suède, qui a renoncé à sa nationalité et qui se trouvait également à bord de l'un des bateaux de la flottille, ont "été expulsés car ils n'ont pas respecté la procédure", a affirmé à l'AFP la porte-parole Sabine Hadad.

"Lors de leur détention après l'arraisonnement des bateaux de la flottille tous les passagers qui étaient à bord ont signé avant d'être expulsés une lettre dans laquelle ils s'engagent à demander un permis d'entrée en Israël auprès de l'ambassade d'Israël de leur pays respectif avant de tenter de revenir", a ajouté la porte-parole.

"Ils étaient parfaitement au courant de ces dispositions qu'ils n'ont pas respectées", a-t-elle poursuivi.

Début octobre, la militante pacifiste nord-irlandaise Mairead Maguire, prix Nobel de la paix, avait elle aussi été interdite de séjour en Israël. Elle avait été auparavant expulsée en juin ainsi que tous les passagers d'un autre bateau humanitaire irlandais qui tentait de briser le blocus maritime imposé à la bande de Gaza.

Le 31 mai, des militants pro-palestiniens ont tenté de forcer ce blocus à bord de plusieurs navires. Neuf passagers turcs ont été tués lors du raid d'un commando israélien contre le Mavi Marmara, un bateau turc de la flottille.

07/11

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/621804/un-depute-suedois-d-origine-turque-expulse-d-israel.html>

1-2 Livni attaque la Turquie en l'accusant de tenter de légitimer le pouvoir du Hamas à Gaza.

La présidente du parti "Kadima" et de l'opposition à la Knesset, Tzibi Livni, a critiqué fortement, le lundi 25/10, la Turquie, dans son témoignage devant le comité de "Terki" chargé d'enquêter sur les événements de l'attaque sanglante contre les bateaux de la flottille de la liberté, le 31 mai dernier, causant la martyre de 9 pacifistes turcs et la blessure des dizaines de militants humanitaires internationaux.

Livni a prétendu que la Turquie a exploité le vide politique causé par l'actuel gouvernement de Netanyahu pour conduire la flottille de la liberté qui a été contrariée par les forces occupantes dans les eaux internationales avant son arrivée à la Bande de Gaza.

"Ankara a tenté de légitimer le gouvernement palestinien et le mouvement du Hamas", a ajouté Livni, prétendant que la Turquie n'a pas pour objectif de transporter les aides alimentaires à la Bande de Gaza, mais son objectif était politique et opposant aux décisions internationales parce que l'embargo imposé contre Gaza est une partie d'une stratégie internationale visant à affaiblir le Hamas, selon ses propos

26/10/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

2 Les Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

2-1 Zouhair Lahna : L'humanitaire comme politique ?

L'exemple du traumatisme de Gaza.

Lors des conflits, l'action humanitaire intervient elle pour changer le cours des évènements ? Ou n'agit-elle que comme sédatif sans chercher à aller plus loin dans le traitement des origines de ces conflits ? D'aucuns diront que changer le monde est une mode qui a survécu ou que son dernier baroud d'honneur fut l'utopie de mai 68. Un ami m'a apostrophé un jour par ses mots : " Quand on veut changer le monde à 20 ans, c'est bien. A 40 ans, c'est carrément stupide. " A mon grand dam, je m'étais dit que j'étais en plein dans la stupidité. J'ai pensé que tout est fait afin de pousser les individus vers l'acceptation d'une realpolitik inique et avilissante des peuples. Cependant, chacun de nous a le droit d'avoir sa part de rêve et de refuser de plier l'échine. Et si "changer le monde" relève de la prétention, il n'est pas interdit d'œuvrer dans ce dernier par les moyens dont on dispose.

L'humanitaire post-soixante-huitard inauguré entre autre par Médecins Sans Frontières, est basé sur la charité d'urgence avec en prime le témoignage.

La médiatisation qui a servi certaines causes et certaines personnalités, devait aussi mettre à nu ce qui se passait dans des contrées lointaines et donner à réfléchir au commun des mortels. Ce dernier par son indignation, pourrait mettre la main à la poche, voir pousser les pouvoirs publics des pays occidentaux à réagir face aux injustices révélés par le témoignage des humanitaires. Pour quelques uns, c'était le bon vieux temps, celui de certaines utopies.

Et si ce scénario était biaisé dès le début ? Que tout n'a été qu'ascenseur social et de la poudre aux yeux pour on ne sait quel pouvoir obscur qui a utilisé l'effervescence post 68 ?

Les observateurs savent très bien que les "humanitaires" n'ont pas pu apporter un changement durable dans le quotidien des peuples. Que ça soit dans le domaine de la santé ou des actions dites de développement. Leurs actions sont éparées et discontinues et une fois la "mission" terminée, il n'en reste pas grand-chose. Souvent par manque de moyens et surtout par manque de volonté politique des "dirigeants" des Pays du Sud. D'ailleurs, Médecins Sans Frontières n'a pas eu 1999, le Prix Nobel de Médecine mais celui de la Paix. Prix octroyé pour leurs actions à propager la paix grâce au témoignage des atrocités dont les acteurs humanitaires ont pu être témoins. Tirant les sonnettes d'alarmes, les humanitaires contribuaient à leurs façon d'arrêter des exactions et parfois les guerres ou faire affluer des aides. Ce qui a peut être motivé certains mousquetaires de "l'humanitaire" à développé la thèse du devoir d'ingérence, devenu droit d'ingérence. Et on a vu ce que ça a donné dans certains pays.

S'en prendre à l'aide humanitaire, quelque soit son origine, chrétienne, musulmane ou laïque, c'est vraiment chercher à se faire stigmatiser et se mettre aussi bien les « humanitaires » que les donateurs à dos. Tant la charge émotionnelle qui accompagne le don est forte et les enjeux des acteurs sont conséquents. Pourtant, on trouve ici et là des mouvements ou des personnalités qui décrient les actions humanitaires ou les charités, à cause justement de leurs effets pervers aussi bien sur les donateurs que sur les populations qui devraient bénéficier de cette générosité. Et encore plus surprenant, sur les acteurs humanitaires eux-mêmes.

Examinons ce qui est arrivé à Gaza en décembre 2008. Entre toutes les voix qui demandaient des dons afin de venir en aide aux palestiniens assiégés et bombardés nuit et jour et d'autres qui appelaient aux manifestations ; une voix s'est élevée deux ou trois jours après le début de l'agression. Cette voix demandait à ceux et celles qui veulent bien l'entendre de ne pas donner de l'argent et de ne pas faire des prières ou des invocations. Et encore moins d'aller manifester. Personne n'a saisi le tenant de ce discours. Et l'homme malgré sa stature et ses valeurs a été critiqué. Les hommes et les femmes blessées par une telle injustice, ne pouvaient pas saisir les tenants de son discours. Non compris, Il a du s'expliquer un peu plus tard mentionnant que bien évidemment chacun devait faire ce qu'il pouvait face à ce machiavélisme de notre temps, cependant il craignait que le fait de donner un chèque petit ou grand et/ou de faire des invocations (pour les croyants) risquaient de

dédouaner celui ou celle qui le faisait. En faisant le geste, l'individu ressent qu'il a fait ce qu'il pouvait. Externaliser le problème par le geste, risquait de calmer l'ardeur de l'individu et ne pas le pousser à une réflexion plus approfondie. Avec le recul, on peut lui donner en quelque sorte raison, puisque la mobilisation en faveur des habitants de Gaza ne concerne plus que quelques engagés. Sans pression populaire constante, les leaders politiques occidentaux, bien pensant, regardent ailleurs et ne maintiennent leur invectives qu'envers le Hamas ; au moment où « l'autorité palestinienne » sans moyens et sans envergure continue de jouer un jeu contre productif.

A Gaza, qui déchaîne les passions, un sentiment d'abandon et d'orphelinat a marqué les esprits. Face à une conscience internationale atone, que peuvent bien faire de simples mortels. Alors, toujours selon cet avis, au-delà de manifester, de donner de l'argent et de prier, il aurait fallu faire, un travail d'introspection sur soi, sur ce qui est possible de changer vis-à-vis de soi-même et de la compréhension des enjeux dans le monde. Les secousses de ce genre, permettent généralement de saisir certains enjeux géopolitiques et de réaliser une approche philosophique de la situation.

Si un agresseur pouvait ne marquer aucune limite à son arrogance, c'est qu'il sent qu'il est au-dessus de toutes les lois humaines dites internationales. Destructures et tueries sont devenues par une savante inversion sémantique, une bataille de l'universalisme occidental éclairé contre la barbarie obscurantiste bien évidemment islamiste.

L'invitation à la réflexion est en soit une invitation vers le chemin de la respectabilité.

Devant une telle sauvagerie et une telle arrogance, l'humain est sommé d'en prendre acte et de chercher les solutions. A commencer par lui-même, ses actions, ses inactions, sa façon de vivre et d'être. Faire son béat, manifester ou faire des invocations risquent de donner à l'individu blessé le sentiment qu'il a fait ce qu'il avait à faire et de là passer à côté d'une occasion de remise en question salutaire.

Si l'enclave de Gaza, attire les regards et donnent aussi bien aux partisans qu'aux détracteurs des uns et des autres des problèmes de conscience. D'autres populations dans le monde ne reçoivent aucune aide ni même un regard, comme les Somaliens qui vivent sous le feu des groupes rivaux et les Afghans qui souffrent de l'insécurité et de l'arbitraire. L'action humanitaire ne peut être honorable que si elle contribue à la cessation des injustices et des iniquités. Si elle accepte le rôle d'action « paramilitaire » que les politiques peuvent lui octroyer, elle perd de sa superbe, manipulée, elle sert l'injustice qu'elle est sensée combattre et dénoncée.

D'autre part, L'aide humanitaire peut devenir néfaste pour celui qui devrait en bénéficier. Au delà de la situation d'urgence, où l'être humain en difficulté aigue pourrait accepter - sans perdre sa dignité - d'être hébergé, nourri ou soigné. Si cela dure ou devient sa seule ressource, les effets pervers se font très vite sentir. Que ce soit de celui qui est dans le besoin ou des cadres locaux de l'humanitaire, devenus des intermédiaires et risquent de succomber dans une certaine facilité: La face néfaste du don, c'est la dépendance.

Et l'homme libre n'aime pas la dépendance, je me souviens comme hier des paroles d'un paysan palestinien d'un village au sud d'Hébron, en Cisjordanie, qui a perdu une bonne part de ses oliviers arrachés par des machines sionistes : « Nous n'avons pas besoin d'aides humanitaires mais de sérénité (et sécurité), afin que nous puissions cultiver et manger le fruit de nos mains, et il a ajouté en me regardant droit dans les yeux, c'est tout ce qu'il nous faut afin que nous puissions nous mettre debout ! »

Zouhair Lahna,

Ancien Vice Président d'Aide Médicale Internationale

Commentaires

1. L'auteur a parfaitement raison. Si les dons et les manifestations changeaient quoique ce soit, Ghaza, qui n'est ici qu'un exemple très représentatif, n'aurait pas été affamé des années durant avant, et des années durant après l'attaque barbare des israéliens. Plus honteux encore, ce n'était pas le premier génocide du genre, puisque l'objectif annoncé impunément par l'agresseur est l'épuration ethnique. Et comment qualifier l'attaque illégale de l'Irak et ses conséquences abjectes, sur des centaines de milliers d'innocents? Les Abou Ghrib et autres prisons secrètes, les massacres en Afghanistan, au Pakistan... Si l'humanité existait encore réellement, le monde serait en ébullition pour arrêter ces génocides et condamner sans appel les médias complices et les faux intellectuels qui les manipulent.

Zouhair Lahna

24 Octobre

http://www.alterinfo.net/L-humanitaire-comme-politique-L-exemple-du-traumatisme-de-Gaza_a51085.html

2-2 Le

Hamis affirme son attachement aux principes et appelle à soutenir la résistance.

Le Hamis a affirmé qu'il lutte d'une manière durable et conserve les principes nationaux, ainsi qu'il reste fidèle à la défense d'al-Qods et des lieux saints islamiques et refuse toutes les tentatives d'expulsion, en s'attachant à la résistance pour reprendre tous les droits nationaux.

Dans un communiqué publié le mardi 2/11 à la 93^è commémoration de la déclaration malheureuse de Balfour "Une promesse de celui qui ne possède pas à qui ne mérite pas", le Hamas a déclaré: "Notre peuple palestinien se rappelle des crimes perpétrés par les forces puissantes (notamment la Grande Bretagne) qui ont donné nos territoires palestiniens aux occupants sionistes qui ont accentué leurs crimes et agressions contre les Palestiniens innocents dans leurs maisons et territoires et les ont volé après les opérations meurtrières et l'expulsion pratiquées par les sionistes pour terroriser notre peuple et le forcer de quitter son pays.

"La commémoration douloureuse et accablante au moment où l'occupation continue ses crimes contre notre peuple à travers de l'assassinat et l'arrestation, la continuation de la politique de la judaïsation de la ville occupée d'al-Qods et la confiscation de toutes les terres de la Cisjordanie, ainsi que les tentatives d'effacer l'identité nationale de notre peuple en Palestine occupée en 1948 et les celles envisageant à l'expulser à travers de la judaïsation, bien que la continuation à l'assiéger, particulièrement dans la Bande de Gaza, pensant qu'elle peut finir la stabilité, la résistance, l'amour de la patrie et le retour de nos âmes", a-t-il ajouté.

Le mouvement a précisé dans son communiqué que la mauvaise déclaration de Balfour est une promesse injuste et illégale de celui qui ne possède pas à quelqu'un qui ne mérite pas et qu'elle n'exige jamais le peuple palestinien de respecter un tel engagement politique envers l'occupation et son état occupant, chargeant la Grande Bretagne et tous les pays impérialismes qui soutiennent l'état de l'occupation sur les territoires palestiniens, responsables de toute la tragédie et souffrances des Palestiniens causées par le nazi sioniste et terroriste, appelant à cesser tout soutien à l'occupation à et expier leur crime historique, de ne pas être partiaux à l'occupation sioniste et son terrorisme et à soutenir le peuple palestinien pour reprendre tous ses droits nationaux dont le droit de retour et la création de son état indépendant avec la ville occupée d'al-Qods comme capitale éternelle.

Le Hamas a affirmé son attachement au choix de la résistance et de la lutte jusqu'à la disparition de l'occupation, appelant le groupe d'Oslo à annoncer l'échec de leurs options et paris sur le choix des négociations inutiles et épouvantables qui sont devenues une couverture aux plans sioniste dont la colonisation et la judaïsation.

Il a souligné dans son communiqué à son insistance globale sur la réussite du dialogue palestinien et des efforts destinant la réconciliation nationale pour finir les désaccords palestiniens internes sur la base de l'attachement aux droits et principes nationaux et à l'écart des interventions étrangères.

Hamas a appelé le peuple palestinien à la lutte et au maintien de ses droits légitimes, exhortant également la nation arabe et islamique à soutenir la lutte du peuple palestinien et sa résistance jusqu'à la fin de l'occupation, la reprise de tous les droits légaux et la libération de la mosquée sainte d'al-Aqsa.

Enfin, le Hamas a déclaré: "Nous affirmons à tout le monde que les droits ne seront pas perdus et que le peuple palestinien Moudjahid (résistant et combattant) prendra sa liberté et son indépendance alors qu'il va obtenir sa victoire contre l'occupation, le terrorisme et l'injustice, principalement la volonté de notre peuple restera plus forte que les crimes et violations de l'occupation, son armée et ses répressions.

02/11/2010

CPI

<http://alqods-palestine.blogspot.com/search?updated-max=2010-11-03T06%3A08%3A00%2B04%3A00&max-results=300>

2-3 Al-Bardawil : C'est la résistance qui empêche la guerre contre Gaza, non Abbas

Le leader au mouvement du Hamas, Dr. Salah al-Bardawil, a démenti le fait que les positions de l'ex-président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, concernant les négociations, empêchent l'occupation sioniste de lancer une nouvelle guerre contre la Bande de Gaza et de frapper le Hamas.

Salah al-Bardawil affirme que la lutte exemplaire de la résistance à Gaza et la solidarité internationale sont les éléments qui empêchent "Israël" d'agresser Gaza de nouveau.

Dans ses déclarations à l'agence Qods Press, al-Bardawil a déclaré, aujourd'hui mercredi 3/11 : « *Nous savons que l'ennemi sioniste ne pense pas actuellement à la guerre contre Gaza et ne peut pas, surtout après avoir vu l'ampleur de la solidarité internationale avec le peuple palestinien et les poursuites judiciaires contre ses crimes, ainsi que la lutte légendaire du peuple palestinien et de sa résistance héroïque, et après avoir vu que les Etats-Unis sont occupées par leurs propres affaires... Maintenant il tente de montrer qu'Abbas empêche la guerre contre Gaza, mais c'est la résistance et la solidarité internationale avec le peuple palestinien qui empêchent cette guerre, et non Abbas* ».

Al-Bardawil a refusé de dire que c'est 'Abbas qui fuit les négociations : « *Celui qui a fuit des négociations et du processus de paix est l'entité sioniste, quant à Abbas, il désespère de reprendre les négociations. Il mendie un moratoire formel de la colonisation pour trois mois, mais les sionistes refusent cette idée. Abbas n'a pas récupéré ce pour quoi il négocie, en effet, personne ne nous fera de faveur, nous sommes détenteurs du droit et de la volonté, et l'ennemi sioniste est poursuivi au niveau international à cause de ses crimes* ».

Il a salué le rôle de l'Arabie Saoudite dans le soutien du droit palestinien, en déclarant : « *Nous avons toujours estimé le rôle saoudien joué dans la réconciliation entre Fatah et Hamas, en particulier ses efforts réalisés pour l'Accord de la Mecque sous l'égide du roi Abdullah Ben Abdul-Aziz. L'Arabie Saoudite restera toujours l'un des pays qui se préoccupent des intérêts du peuple palestinien, et nous n'acceptons pas d'accuser l'Arabie Saoudite d'extrémisme. Ce sont les médias sionistes qui tentent de corroborer l'idée que l'entité sioniste est le seul Etat démocratique dans la région du Moyen-Orient* ».

« *Quant à la question de la reconnaissance du Hamas et de la résistance, c'est une affaire tracée par notre sang et nos armes avec le soutien d'Allah, et nous respectons les efforts de la nation arabe, mais les territoires ne seront gardés que par leurs autochtones* », a poursuivi al-Bardawil.

Des médias palestiniens avaient publié mercredi que la radio de l'armée sioniste a rapporté de sources politiques à al-Qods occupée des allégations selon lesquelles « *Abbas tente de fuir les exigences du processus de paix vers la réconciliation avec le Hamas* ».

Les mêmes sources ont accusé l'Arabie Saoudite de tenter de rapprocher le Hamas et le Fatah, prétendant que « *l'on ne doit pas oublier que ce pays est un grand exportateur du terrorisme islamique et de ses idées extrémistes, et qu'il ne veut pas détruire le Hamas et tient à sa présence politique et physique dans la Bande de Gaza* », selon leur prétentions.

D'autre part, al-Bardawil a exprimé son optimisme quant au progrès du dialogue de la réconciliation dans la réunion prévue mardi prochain entre le Hamas et le Fatah à Damas. Il a déclaré : « *il y a une mauvaise compréhension concernant la nature du dialogue actuel pour la réconciliation, nous n'entamons pas un nouveau dialogue, mais nous essayons de clarifier certaines ambiguïtés de la feuille égyptienne comme prélude à sa signature. La feuille égyptienne stipule la formation de services de sécurité qui servirait l'intérêt national, nous nous sommes accordés sur cela, il ne reste qu'une mesure qui est de développer une vision concrète de la restructuration des services de sécurité en Cisjordanie et à Gaza* ».

Enfin, il a ajouté : « *Nous nous efforçons de mettre fin aux désaccords palestiniens internes et de réaliser la réconciliation nationale pour faire face à l'occupation et mettre fin à ses violations* ».

03/11/2010

<http://alqods-palestine.blogspot.com/search?updated-max=2010-11-05T06%3A48%3A00%2B04%3A00&max-results=300>

2-4 Le Hamas : "Ce qui se passe en Cisjordanie est une attaque vicieuse contre les fils de la résistance".

Le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens ont menacé mercredi les chefs du Fatah d'une "riposte sévère" après l'arrestation de combattants du mouvement en Cisjordanie occupée.

Lors d'une conférence de presse à Gaza, des représentants masqués de ces groupes ont dénoncé l'arrestation d'activistes par le Fatah du président Mahmoud Abbas.

"Ce qui se passe en Cisjordanie est une attaque vicieuse contre les fils de la résistance cela a pris un tournant dangereux qui nécessite une riposte sévère", ont-ils indiqué dans un communiqué. "Cette riposte va viser les chefs du mouvement Fatah en Cisjordanie et dans la bande de Gaza".

Le porte-parole des brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas, Abou Obeida a aussi lancé des menaces contre les leaders du Fatah.

"Si le (processus de) réconciliation palestinienne est incapable d'empêcher le Fatah de prendre ces mesures agressives contre la résistance, alors personne ne nous en voudra si nous ciblons les leaders où qu'ils soient", a-t-il dit à la conférence de presse.

Il faisait référence à un nouveau round de pourparlers de réconciliation Fatah/Hamas prévu le 20 octobre à Damas, où est basé la direction en exil du mouvement.

Les mouvements rivaux sont à couteaux tirés depuis la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007, après en avoir chassé les forces loyales à M. Abbas. L'Autorité palestinienne a son siège à Ramallah en Cisjordanie.

Depuis cette date, les deux groupes ont arrêté et maltraité des dizaines de militants de la partie adverse dans les territoires

sous leur contrôle, selon des associations de défense des droits de l'Homme.

Dimanche, une cour militaire de l'Autorité palestinienne a condamné à 20 ans de prison un activiste du Hamas pour son implication dans des combats meurtriers en 2009 en Cisjordanie, selon une source judiciaire. Abou Obeida avait alors accusé l'Autorité palestinienne de "trahison nationale".

6 octobre

www.aloufok.net/spip.php?article2571

2-5 L'Autorité Palestinienne emprisonne et torture des militants.

Le Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme (PCHR) condamne les campagnes d'arrestations arbitraires menées - en violation de la loi - par les services de sécurité palestiniens contre les membres et partisans du Hamas et du Jihad islamique, et condamne le fait que les détenus soient soumis à des traitements cruels. Le PCHR relève que, en dépit de la libération d'un certain nombre de détenus récemment, les services de sécurité palestiniens ont continué de mener des campagnes d'arrestations visant des dizaines de membres et sympathisants du mouvement Hamas, et ont continué à en emprisonner des centaines d'autres depuis plusieurs mois.

Des dizaines de personnes ont également été convoquées par les services de sécurité. Le PCHR est préoccupé par l'augmentation des accusations par les détenus libérés ou les proches des personnes détenues que ces détenus ont été soumis à la torture et à des traitements cruels. Le PCHR réitère son appel pour que les services de l'Autorité nationale (ANP) et de la sécurité palestinienne cessent toutes les arrestations arbitraires, et libèrent tous les prisonniers politiques, mettant fin ainsi à la question des arrestations politiques.

Selon les enquêtes menées par le PCHR, et selon les renseignements obtenus auprès des bureaux des membres du Conseil législatif palestinien (PLC) appartenant au « Bloc pour le Changement et la Réforme » affilié au Hamas en Cisjordanie, au moins deux cent trente personnes ont été arrêtées à Hébron, dont cent trente par le Service de sécurité préventive (PSS), et les 100 personnes restantes ont été détenues par le Service des renseignements généraux (SIG). À Bethléem, vingt cinq personnes ont été détenues par le PSS et quinze ont été détenues par les SIG. A Naplouse, soixante dix sept personnes ont été détenues dans la prison Jnaïd. À Ramallah et Al-Bireh, quarante cinq personnes ont été arrêtées par les services de sécurité.

On trouve parmi les personnes emprisonnées des détenus récemment libérés des prisons israéliennes et des proches de membres du conseil législatif palestinien. Des dizaines de détenus ont été arrêtés à nouveau quelques jours après leur libération. Bien qu'un certain nombre de familles aient pu visiter les détenus, certains détenus se sont vu refuser l'accès aux visites familiales et d'avoir des contacts avec leurs supports juridiques, en particulier les personnes qui sont détenues par le SIG à Hébron.

Tortures

Un certain nombre de prisonniers libérés à Hébron, par exemple, ont fait valoir qu'ils ont été confinés dans des salles et cellules pour interrogatoires, et sans sanitaires, et certains d'entre eux n'ont eu ni lumière ni couvertures. Selon les enquêtes menées par le PCHR et les témoignages d'un certain nombre de prisonniers libérés, beaucoup de ceux qui ont été arrêtés récemment ont eu à subir de graves et inhumaines conditions de détention, notamment ceux qui souffrent de maladies chroniques ou de blessures. De nombreux détenus ont été soumis à diverses formes de traitements cruels et dégradants, et d'autres ont été soumis à la torture. Les conditions de santé d'au moins 3 détenus se sont détériorées, et ils ont été hospitalisés.

Un des prisonniers libérés à Hébron a dit devant un enquêteur du PCHR qu'un agent du SIG lui avait infligé des conditions de détention cruelles. Bien qu'il était malade et avait grandement besoin de soins médicaux, les agents de sécurité lui ont fait subir la torture, ce qui a provoqué une nouvelle détérioration de son état de santé. Il a été emmené trois fois à l'hôpital.

Lors du dernier contrôle médical le 14 Septembre 2010, les médecins ont insisté pour pouvoir le traiter à l'hôpital, de sorte qu'il a été placé sous garde. Après sa libération de l'hôpital, les médecins recommandaient qu'il ait un traitement approprié à domicile, car il souffrait de divers problèmes de santé. Toutefois, les agents de sécurité ont continué à le retenir jusqu'au 16 Septembre 2010.

Dans son témoignage au PCHR, le détenu libéré précité a déclaré que pendant sa détention « il entendait les voix des détenus pleurant de douleur d'être battus et torturés ». Il a également vu un certain nombre de détenus contraints de rester debout avec les mains attachés et la tête couverte par un sac en plastique. Il a souligné que les interrogateurs, pour le forcer à collaborer avec eux, lui ont délibérément fait entendre des voix de détenus en train d'être torturés. Il a également indiqué avoir vu un certain nombre de détenus soumis au Shabeh prolongé [1] et battus, avec parmi eux 'Alaa' al-Ja'ba, Mo'tasse, al-Natsha, 'Abdulla Du'ais, Mohammed al-Atrash et Mohammed Abu Hadid.

Il a en outre déclaré avoir entendu un officier du SIG parler avec un interrogateur venant de l'extérieur de Hébron, et lui expliquer l'importance d'une porte de fer pour soutirer des aveux aux détenus. La porte est utilisée pour appuyer sur les mains et les pieds d'un des détenus, ce qui provoque de fortes douleurs.

Non-respect des procédures légales

Les familles d'un certain nombre de détenus dont les maisons ont été attaquées dans le but de les arrêter, ont souligné que la sécurité palestinienne a agi de façon provocante et ne respectait pas les procédures juridiques dans la fouille des maisons et l'arrestation des individus.

Dans ce contexte, une personne a affirmé que les forces de sécurité ont fouillé sa maison alors qu'il n'y avait personne. Ils ont utilisé la force pour ouvrir la porte et investir la maison. Il a en aussi indiqué que lorsque lui et sa famille sont rentrés, le SIG et PSS l'ont arrêté, ainsi que quatre de ses fils. Il a affirmé que 3 de ses fils et un certain nombre de ses neveux sont toujours détenus par les SIG et le PSS. Il a aussi déclaré que les agents du SIG et la police ont perquisitionné sa maison plus d'une fois, et des agents de police féminins ont interrogé sa femme.

Un des détenus libérés a dit avoir été arrêté avec son frère, parce que son cousin était recherché par les forces de sécurité palestiniennes. Il est resté détenu pendant 16 jours, période durant laquelle il n'a pas été questionné si ce n'est les deux dernières heures. Devant être libéré avec d'autres détenus, il a été forcé de signer un engagement « de ne pas posséder des armes sans permis, ne pas agir contre l'ANP, et de ne pas s'affilier à une organisation s'opposant à l'ANP. » Il a ajouté qu'en raison du trop grand nombre de prisonniers, des dizaines de détenus, dont lui-même, ont été déplacés vers un poste de police dans le village de Taffouh, à l'ouest d'Hébron, où ils étaient détenus dans des conditions qui n'ont rien d'humain.

Au début de ce mois-ci, le PSS d'Hébron a transféré un certain nombre de détenus des centres de détention de Jéricho et Ramallah, en raison du trop-plein. Les détenus sont : Ahmed Salhab, Eyad Mujahed, Nafez Bali, Nidal al-Qawasmi, Ma'ath Abu Juhaisha et Mahmoud Abu Juhaisha.

Arrestations dans les zones « C »

Un certain nombre de personnes ont été victimes de tentatives d'arrestation dans les zones C. Dans ce contexte, 'Abdul Raziq Rajabi, le père d'un détenu, a indiqué qu'un groupe du PSS, dont les membres étaient habillés en civil, a tenté le jeudi 23 Septembre 2010 de kidnapper son fils, Amjad, âgé de 24 ans. Les membres des services de sécurité n'ont pas donné leur identification. Des gens sont intervenus et ont fait échouer la tentative. Mais Amjad a été convoqué et arrêté plus tard par le PSS.

Des dizaines de membres du Jihad islamique convoqués

Les services palestiniens de sécurité en Cisjordanie, notamment à Jénine et de Tulkarem, ont convoqué des dizaines de membres et sympathisants du Jihad islamique et les ont obligés à remplir un formulaire avec des informations détaillées à leur sujet. Ils ont aussi été forcés de signer un engagement « de ne pas violer la loi palestinienne, de ne pas s'opposer à la politique publique de l'Autorité Palestinienne [AP] et de ne s'engager dans aucune activité du Jihad islamique. »

Un militant du Jihad islamique a déclaré que quatre membres de son organisation, originaires du village 'Arraba au sud-ouest de Jénine, ont été arrêtés. L'un d'eux, Sheikh Khader Mousa, âgé de 32 ans, a été libéré le 29 Septembre 2010. Les autres détenus sont : Ahmed Shibani, 39 ans, Mohammed Shibani, 35 ans, et Ahmed al-Bousta, 35 ans.

Le PCHR réitère sa condamnation des arrestations politiques, des crimes de torture accompagnant ces arrestations et commis contre des détenus, et rappelle la décision de la Cour supérieure palestinienne du 20 Février 1999 qui stipule l'illégalité des arrestations politiques. Toutes les autorités exécutives doivent respecter cette décision de justice et s'abstenir de procéder à des arrestations illégales et politiques ;

Le PCHR souligne que les arrestations sont réglementées par la loi palestinienne et relèvent de la compétence des officiers de police, y compris de la police civile, qui sont supervisés directement par le procureur général ; Il appelle à l'arrêt immédiat des pratiques de torture dans les prisons et centres de détention de l'Autorité palestinienne, étant donné que les crimes de torture demeurent sous le coup de la loi, sans limite dans le temps, et que leurs auteurs ne peuvent échapper à la justice, et...

Il exige la libération immédiate des prisonniers politiques qui sont détenus par les services de sécurité en Cisjordanie.

<http://www.convergencedeslutttes.fr/index.php?post/2010/10/17/PCHR>

2-6 La terre brûlée, une nouvelle politique sioniste contre les Palestiniens.

En Cisjordanie, les colons sionistes commencent à appliquer l'ancienne politique de la terre brûlée, dans le dessein de chasser le peuple palestinien de sa patrie et de ses biens. Cette politique devient une grande source de souci pour les Palestiniens.

Les derniers jours ont connu une recrudescence remarquable des agressions des colons sionistes contre les terrains agricoles palestiniens, en particulier contre leurs fermes et leurs oliviers. Les colons sionistes vont jusqu'à mettre le feu à ces terrains, à leurs arbres, à leurs produits. Ces incendies suivent ceux d'écoles et de mosquées, entre autres. Tous ces agissements ont pour objet de terroriser la population et de la pousser vers l'exil.

Souffrances quotidiennes

Tout un chacun sait comment et combien les colonies sionistes déployées partout en Cisjordanie dévastent tout ce qui se trouve autour d'elles : des points cancérogènes qui rongent toutes les cellules du corps palestinien. Les colons ne font que mettre de l'huile sur le feu. Récemment, ils ont mis le feu à l'école Al-Sawiya, au sud de Naplouse.

Le voisinage des colonies sionistes de Yatsahar, Itmar et Brakha, au sud de Naplouse, souffrent d'agressions quotidiennes : des incendies prémédités, des routes bloquées, des Palestiniens frappés, des olives volés sous la menace d'armes.

L'agriculteur Mohammed Qadous dit que chaque matin, un nouveau jour de combat commence, sans pouvoir connaître l'intention des colons de la colonie de Yatsahar. Cela dépendra de leur humeur. Le pire dans l'affaire, c'est que l'armée israélienne épaula les agresseurs israéliens, dans l'absence totale de l'autorité palestinienne et de ses services de sécurité.

Incendier les écoles

Les colonies sionistes ont mis le feu à l'école du village de Sawia et ont écrit des slogans incendiaires sur ses murs.

La collégienne Mona Mohammed dit que les colons sionistes ont mis le feu au dépôt de l'école, alors que les habitants du village ramassaient leurs olives, dans leurs terrains.

L'autorité de Ramallah pourchasse la résistance partout en Cisjordanie ; cela encourage les colons à tout faire, ayant les mains libres.

Ce sont des témoins oculaires qui ont vu les colons venant des points sionistes implantés sur les collines avoisinantes (Chifot Rahil, Chilo, Ayli) attaquer ladite école et mettre le feu au dépôt. Sur le mur, ils ont noté : « Les habitants des collines vous saluent », une salutation qui a coûté aux villageois plusieurs milliers de dollars et une peur atroce.

Coordination sécuritaire

Hamed Bitawi, député du Conseil Législatif Palestinien, remarque que ce n'est que cette coordination sécuritaire avec les occupants israéliens qui encourage les colons sionistes à faire plus d'agressions. Cette coordination ne fait que protéger les colons agresseurs et poursuivre celui qui pense à leur faire face !

Pour sa part, Mohmoud Khaled, activiste contre la colonisation et le mur, souligne que les colons sionistes créent chaque jour une nouvelle méthode pour faire mal au peuple palestinien, dont l'incendie de l'école Al-Sawia.

A remarquer enfin que ce ne sont pas seulement les colons qui agressent les Palestiniens.

Les forces israéliennes d'occupation brûlent aussi la terre palestinienne et ses produits. Elles laissent la terre en cendre, inutilisable.

04/11/2010

<http://alqods-palestine.blogspot.com/search?updated-max=2010-11-05T05%3A54%3A00%2B04%3A00&max-results=300>

2-7 Woudiwan Jean-Marie : Les « Caprices » de Benjamin Netanyahu.

Shlomo Sand, cet historien israélien qui a **déconstruit le mythe** de l'exode et de la dispersion des judéens, des cananéens et des pharisiens (les peuples de religion juive selon la Bible) et **exposé le mythe** du « retour des juifs en Palestine », une terre qu'ils n'ont jamais quitté (1), n'a, semble-t-il, rien compris aux « pourparlers directs » en cours entre le Président Mahmoud Abbas de l'Autorité palestinienne dont le mandat est échu depuis dix huit mois, et le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Nous reproduisons ici un extrait de sa dernière allocution : « Dans les négociations qui semblent se dérouler entre Israël et les Palestiniens, Benyamin Netanyahu exige de son partenaire de négociation qu'il **reconnaisse Israël comme État juif**. On peut comprendre que notre Premier ministre, un homme qui se montre si peu pratiquant, n'est peut-être **pas sûr de son identité juive**, d'où son incertitude quant à l'identité de son État et **son besoin de chercher une reconnaissance de la part de ses voisins**. » (2).

Shlomo Sand n'a rien compris, pas plus que Gidéon Lévy d'ailleurs qui, dans un article du journal Haaretz, écrivait récemment : « Un destin qui va dépendre d'une prestation de serment à un **État juif... Cela peut transformer le pays en une théocratie**, comme l'est l'Arabie Saoudite. Rappelez-vous de ce jour. C'est le jour où **Israël peut changer de nature**. Il peut aussi par conséquent changer son nom au profit de « **République juive d'Israël** », comparable à la République islamique d'Iran. » (3). La démocratie est en danger en Israël conclut Gidéon Lévy.

Que ces intellectuels se rassurent, Israël ne changera pas de nature, par contre, il changerait de statut s'il n'en tenait qu'à Netanyahu, mais ce « caprice » du Premier ministre ne risque pas de se réaliser. Il ne fait aucun doute que les intégristes judaïques au pouvoir à Tel-Aviv **souhaitent officialiser dans les textes et par des proclamations publiques la création**, il y a 62 ans suite à la Nakba, **de la « République juive d'Israël » sur les terres arabes de Palestine**. Mais ce n'est pas pour l'heure l'objectif premier de Netanyahu.

Pour comprendre quel est l'objectif véritable de Netanyahu par cette exigence d'une **reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif**, d'abord par les israéliens eux-mêmes et ensuite par les Palestiniens, il faut se reporter aux négociations de Taba en janvier 2001 dont les présents « pourparlers directs » ne sont que la continuation comme celles-là avaient été le prolongement des Accords d'Oslo.

On constate en effet une grande cohérence dans la démarche des divers gouvernements sionistes en terre palestinienne, quelque soit le parti au pouvoir à Tel-Aviv. « La rédemption de la terre » que les intégristes religieux juifs recherchent ouvertement a toujours été la politique officielle de l'État colonial israélien. Ariel Sharon ne disait-il pas : « Prenez toute la terre que vous pourrez. Ce que nous prendrons sera à nous. Ce qu'ils conserveront sera à eux ». Moshe Dayan proclamait quant à lui : « Tous ceux qui voudront partir de cette terre, nous les aiderons à partir; ceux (les Palestiniens) qui resteront vivront comme des chiens. ». Bref, le plus de terre possible avec le moins d'arabes possible, telle est la devise de l'entité sioniste depuis sa création en tant que colonie occidentale au Proche-Orient (4).

Benjamin Netanyahu ne fait que poursuivre par ces « pourparlers directs » les objectifs que Sharon poursuivait par sa répression sanguinaire de l'Intifada, ou qu'Ehud Barak poursuivait dans les négociations de Taba.

Aux négociations de Taba (2001), Barak avait mandaté les leaders de la « gauche » israélienne pour négocier l'aval des Palestiniens pour sa réélection comme Premier ministre contre Ariel Sharon alors en campagne sous la bannière du Likoud. Mais Barak avait fait sévèrement encadrer sa « gauche » par son chef de cabinet Gilad Sher qui présenta aux négociateurs palestiniens la revendication ultime de Barak soit que les Palestiniens reconnaissent « **La fin des hostilités, la fin du conflit entre Juifs et Palestiniens** ». Selon Ehud Barak une telle reconnaissance de la fin du conflit par l'ensemble des Palestiniens revenait à reconnaître internationalement l'entité sioniste – l'État d'Israël – dans ses limites de 2001 et, pour les Palestiniens, à renoncer à leurs revendications sur les terres déjà conquises, annexées et occupées ainsi qu'à **renoncer à leur droit de retour**, bref, à renoncer aux différentes résolutions adoptées à l'ONU en leur faveur (la 194, la 242 et les autres) (5).

Le présent « caprice » de Netanyahu d'obtenir des négociateurs palestiniens la reconnaissance de l'État hébreu comme « **État juif** » vise exactement les mêmes objectifs. C'est que tous les premiers ministres israéliens, de Ben Gourion, en passant par Golda Meir, Shamir, Rabin, Sharon, Barak, jusqu'à Netanyahu, ont compris que les droits des Palestiniens sur la terre arabe de Palestine aussi bien que le droit de retour des Palestiniens sur leur terre usurpée et spoliée sont des droits inaliénables reconnus par toutes les conventions internationales, droits qui ne peuvent être aliénés par une tierce partie telle l'ONU, les États-Unis ou la « communauté internationale », du moins tant que les Palestiniens continuent de les revendiquer, de résister et de vivre sur la terre ou à proximité de la terre dans des camps de réfugiés en attente de rentrer chez eux. Seul le renoncement des Palestiniens eux-mêmes à leurs propres droits légitimes pourrait permettre aux Israéliens et à la soi-disant « communauté internationale » de répudier ces droits inaliénables, de les enterrer dans une mer de paperasse et de résolutions d'où ils ne ressurgiraient plus jamais.

Netanyahu n'est pas un pauvre hère nostalgique qui rechercherait son identité juive démocratique. Il n'est pas non plus un tenant d'une théocratie judaïque pour diriger l'entité sioniste coloniale. Netanyahu n'a rien à faire de la foi juive - si ce n'est pour utiliser ses adeptes intégristes comme chair à canon dans ses plans coloniaux en Palestine occupée – toute la Palestine occupée – dans les limites du mandat britannique telles que définies lors de la Conférence de San Remo en avril 1920 (6).

Par cette reconnaissance de l'État juif de la part des Palestiniens eux-mêmes, Netanyahu voudrait amener les Palestiniens à renoncer définitivement à leurs droits fondamentaux sur 90 % de leur terre de même qu'aux Résolutions de l'ONU qui les garantissent. C'est la raison pour laquelle Netanyahu n'est pas chaud à l'idée de « louer la Vallée du Jourdain » comme le propose les américains (7). Ce n'est pas de location dont rêve Netanyahu mais d'annexion définitive, consacrée par le droit international et acceptée par les négociateurs palestiniens en contre partie du privilège pour eux de gérer le bagne-bantoustan-État palestinien sous mandat israélien dont il détiendrait la clé.

Le Président échu Mahmoud Abbas de l'Autorité sans autorité voudrait bien signer tous les renoncements et toutes les reconnaissances que les israéliens voudront bien lui faire signer mais il sait que le Peuple palestinien rejettera ces « accords », cette auto répudiation de ses droits et de sa terre. C'est le dilemme d'Abbas et de ses acolytes, comment faire accepter l'inacceptable à son propre peuple ? Alors, par avance, il tente d'écraser toute voix dissidente, toute résistance, en préparation de cette grande répudiation. On assiste en ce moment à la « moubarakisation » du pouvoir de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie comme il en fut en Égypte suite aux accords de Camp David et à l'assassinat de Sadate (8).

Nous le disions déjà dans un récent écrit « **La bataille pour la Cisjordanie fait rage** » sachant que la bataille de Gaza est déjà gagnée par la Résistance et que celle des camps de réfugiés au Liban, en Syrie et en Jordanie aura lieu plus tard si jamais Abbas s'avisait de parapher quoi que ce soit qui ressemble à l'acceptation de la création d'un bantoustan palestinien sous protectorat israélien (9). Finalement, il se pourrait bien que les capricieux pourparlers de « paix » Netanyahu - Abbas aient déjà échoué (10).

-
- (1) Shlomo Sand. *Comment le peuple juif fut inventé*. http://www.dailymotion.com/video/x7okoe_peuple-juif-invent-shlomo-sand_news
- (2) Article du Courrier international. <http://www.courrierinternational.com/article/2010/10/07/l-etat-juif-peut-nuire-a-la-democratie>
- (3) *La république juive d'Israël*. lundi 11 octobre 2010 - Gidéon Lévy – Haaretz. Voir l'article en annexe 1.
- (4) *Les Palestiniens dans le siècle*. Élias Sanbar. Gallimard. 1994.
- (5) *Détruire la Palestine ou comment terminer la guerre de 1948*. Tanya Reinhart. La Fabrique. 2002.
- (6) *Les Palestiniens dans le siècle*. Élias Sanbar. Gallimard. 1994.
- (7) *Les États-Unis proposent à Israël de louer la vallée du Jourdain* (AFP radio). Voir l'article en annexe 2.
- (8) http://fr.wikipedia.org/wiki/Anouar_el-Sadate
- (9) *La bataille pour la Cisjordanie fait rage*. Robert Bibeau. 12.10.2010. <http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito12102010.html>
- (10) <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14340&type=analyse&lesujet=Initiatives%20de%20Paix>

5.11.2010

<http://www.robertbibeau.ca/palestine3.html>

BLOCUS DE GAZA

2-8 Rapporteur spécial des droits de l'homme : Le blocus de Gaza et l'occupation de Cisjordanie ont un coût humanitaire très élevé.

« Les habitants de Gaza continuent de souffrir des conséquences humanitaires du blocus israélien, en dépit du récent assouplissement partiel des restrictions d'entrée dans le territoire », a indiqué vendredi le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, Richard Falk, à l'occasion d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York.

« La situation à Gaza demeure très grave du point de vue humanitaire, le blocus a été assoupli à certains égards, mais maintenu à d'autres, et il continue de mettre la population dans un fort état de tension psychologique et physique », a-t-il ajouté.

« Il faut comprendre que cette population est prise au piège depuis maintenant trois ans, même avant, c'était un endroit très difficile à vivre, en grande partie pauvre, surpeuplé et connaissant un chaos interne », a-t-il encore poursuivi.

Selon le Rapporteur, « le refus persistant d'Israël de permettre l'exportation des marchandises en provenance de Gaza a détruit son économie interne, et les jeunes continuent de se voir refuser le droit de visiter leurs familles en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ou de fréquenter les universités dans d'autres parties des territoires ».

« Au-delà de cela, cela a rendu la perspective d'une paix fondée sur deux Etats, après un retrait israélien, politiquement impossible à ce stade », a souligné Richard Falk. « Vous avez le décalage entre un processus de paix intergouvernemental qui semble être fondé sur une illusion, celle qu'à la fin de ce processus un Etat palestinien souverain et indépendant verra le jour ».

Dans son dernier rapport présenté en début de semaine à l'Assemblée générale de l'ONU, le Rapporteur spécial a rappelé la situation des résidents de Cisjordanie. « Tant d'attention a été consacrée à la bande de Gaza au cours de ces dernières années, qu'il est admis que les conditions matérielles en Cisjordanie sont acceptables », a-t-il encore expliqué, avant de citer une étude

récente sur les conditions de vies de 40.000 Palestiniens de Cisjordanie, vivant dans les zones sous contrôle militaire israélien total, qui montre que ces conditions sont pires que celles dans la bande de Gaza.

22 octobre

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23444&Cr=Palestiniens&Cr1=Isra%EBl>

2-9 Flottille & Viva Palestina5

1 Israël intercepte un bateau de pacifistes en route vers Gaza

La marine israélienne a intercepté mardi un voilier de pacifistes juifs qui tentaient de briser symboliquement le blocus maritime de la bande de Gaza, a-t-on appris de sources concordantes.

«Dix navires de guerre israéliens ont forcé le bateau à faire route vers Ashdod (port israélien)», a déclaré à l'AFP un des organisateurs qui se trouvait à terre à Gaza, Amjad al-Shawa.

«Ils se sont rendus parce qu'ils étaient encerclés, ils n'avaient pas le choix», a-t-il ajouté.

«La marine a pris le contrôle du voilier pour l'amener au port d'Ashdod», a pour sa part confirmé l'armée israélienne dans un communiqué, ajoutant que l'interception n'avait donné lieu à aucune violence de part et d'autre.

«Avant l'abordage, la marine a lancé deux avertissements au capitaine», selon l'armée israélienne, qui a qualifié l'opération de «provocation».

«Ils ont dit que nous approchions une zone soumise à un blocus maritime et nous ont demandé de changer de cap», avait auparavant indiqué à l'AFP un passager du bateau Irene, Yonatan Shapira, par téléphone satellitaire.

À ce moment, M. Shapira, ancien officier israélien, avait précisé que le petit voilier battant pavillon britannique, avec à bord sept militants juifs pro-palestiniens et deux journalistes, se trouvait à 20 milles nautiques de la bande de Gaza.

Le bateau avait appareillé dimanche de Famagouste, dans le nord de Chypre.

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères Yigal Palmor avait prévenu lundi que la marine israélienne allait «établir un contact radio avec eux et vérifier où ils veulent aller. S'ils disent "Gaza", nous leur expliquerons que c'est interdit».

«S'ils insistent pour entrer dans la zone interdite des 20 milles nautiques (au large de Gaza), ils seront stoppés et conduits au port d'Ashdod», avait-il dit.

L'opération, dont le budget dépasse les 20.000 livres (23.500 euros), a été financée par des dons récoltés notamment par différentes branches de l'organisation «Juifs européens pour une paix juste».

À bord est embarquée une petite cargaison de jouets, livres, matériel de pêche ou encore médicaments, «une aide symbolique» pour la population de Gaza.

Le 31 mai, des commandos israéliens avaient donné l'assaut à un convoi humanitaire maritime, baptisé «flottille de la liberté», tuant 9 passagers turcs à bord du principal navire, le Mavi Marmara.

Depuis, deux bateaux ont tenté en vain de forcer le blocus.

Israël avait arraisonné le 5 juin et amené sur Ashdod le cargo d'aide irlandais Rachel Corrie, avant d'expulser les passagers.

Le cargo libyen Amalthéa, affrété par la Fondation Kadhafi, avait été contraint de se dérouter sur le port égyptien d'Al-Arich le 14 juillet après avoir subi une avarie pendant qu'il était encerclé par la marine israélienne.

Après la vague de réprobations internationales soulevée par l'assaut du Mavi Marmara, Israël a allégé le blocus qu'il impose à Gaza depuis juin 2006, renforcé à la suite de la prise de contrôle de ce territoire par les islamistes du Hamas en juin 2007.

L'État hébreu maintient toutefois un strict blocus maritime pour empêcher l'importation de matériel à usage militaire dans le territoire.

Agence France-Presse

28 septembre

http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201009/28/01-4327247-israel-intercepte-un-bateau-de-pacifistes-en-route-vers-gaza.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

2

Flottille humanitaire : Tsahal a tiré 308 fois contre les pacifistes.

C'est le chef d'état-major de Tsahal qui l'affirme : 308 balles réelles ont été tirées sur les passagers du Mavi Marmara, la flottille humanitaire qui tentait de forcer le blocus de Gaza le 31 mai dernier.

L'assaut a fait neuf morts, touchés par 30 coups de feu fatals.

Vingt-quatre autres balles ont blessé les militants pro-palestiniens à bord de la flottille humanitaire qui, a tenté de briser le blocus israélien de la bande de Gaza pour apporter vivres et médicaments à la population.

Le général Gabi Ashkenazi, chef d'état-major de Tsahal, a affirmé dimanche 24 octobre que ces neuf morts étaient « inévitables », les soldats ayant tiré « sur ceux qui les ont attaqués, pas sur les autres », rapporte l'agence Reuters.

Devant une commission d'enquête israélienne baptisée commission Turkel, il a justifié le recours de ses hommes à des tirs à balles réelles pour contrer les passagers du Mavi Marmara.

Les soldats israéliens étaient équipés de matériel anti-émeute qui ne suffisait pas selon lui. « Il y aurait eu plus de victimes », si le commando israélien n'avait pas tiré à balles réelles, a encore affirmé le général, ajoutant que les militants à bord de la flottille étaient armés.

Le général a par ailleurs soutenu que des passagers s'étaient emparés de trois pistolets Glock et d'un pistolet mitrailleur automatique Uzi lorsque les premiers soldats ont débarqué sur le pont du Mavi Marmara.

Gabi Ashkenazi a avancé le chiffre de 308 balles réelles tirées sur les bateaux, un de ses conseillers expliquant que 70 d'entre elles visaient à provoquer des blessures, les autres n'étant que des tirs de sommation. (...)

La Turquie, d'où venait la plus grande partie des militants présents à bord des six navires composant la flottille, avait mandaté des légistes qui ont avancé les mêmes chiffres. Si Ankara conteste la légitimité de la commission d'enquête nationale, plusieurs passagers du Mavi Marmara sont appelés à témoigner devant elle. Devant les affirmations répétées des militants pro-palestiniens, selon lesquelles personne n'aurait tiré sur le commando israélien, la commission a suggéré qu'elle pourrait pousser son enquête sur la marine israélienne.

Selon un récent rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, certains des militants tués lors de l'assaut ne présentaient aucun comportement menaçant vis-à-vis des soldats.

25/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159503&language=fr>

3 Viva Palestina5 est à Gaza, mission accomplie !

Chers sympathisants et adhérents d'ISM-France,

C'est au milieu de scènes d'allégresse et de larmes de joie partagées que le convoi Viva Palestina5 est entré hier après-midi à Gaza, après un voyage épique de 4 semaines et 5.000 kms.

Le convoi, à l'initiative de George Galloway, avait quitté la Grande-Bretagne le 18 septembre et a traversé l'Europe (France, Italie, Grèce) et le Proche-Orient (Turquie, Syrie) pour arriver à Lattaquié (Syrie) le 2 octobre.

Là, 2 semaines de dures négociations ont été nécessaires pour obtenir le feu vert définitif des autorités égyptiennes qui, après avoir exigé l'exclusion de 17 membres du convoi, ont finalement accepté que le convoi fasse route pour Al-Arish-Egypte (par ferry pour les véhicules et par avion pour les activistes).

Le 21 octobre au matin, les 140 camions chargés d'aide et les 370 militants étaient regroupés à Al-Arish pour la dernière et ô combien attendue partie du voyage.

Les camions sont maintenant remis aux autorités palestiniennes de Gaza, avec tout leur chargement constitué de produits et matériels qu'elles ont demandés et qui vont permettre d'équiper une clinique, une classe, remettre à flot les stocks de médicaments et le matériel des hôpitaux, etc. C'est au total 5 millions de \$ de matériel et aides diverses que le convoi a emmenés à Gaza.

Avec aussi l'expression non chiffrable de la mobilisation internationale (le convoi est constitué de militants d'Algérie, Australie, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Irlande du Nord, Italie, Jordanie, Malaisie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Qatar) pour briser l'insupportable blocus de Gaza, le témoignage vivant adressé aux Palestiniens de Gaza que le monde ne les oublie pas.

Grâce à votre soutien et votre réactivité, ISM-France a été en mesure de se joindre au convoi, à Lyon, le 21 septembre, avec 3 militants et un camion, ce qui est un exploit si l'on tient compte du délai très court d'inscription et d'organisation (3 semaines), en pleine « pause » estivale.

Nous vous en remercions encore infiniment et nous sommes fiers que la solidarité pro-palestinienne française soit présente dans cette extraordinaire expédition par l'intermédiaire de notre association.

Pour nous permettre de continuer à soutenir le peuple palestinien, nous avons besoin de votre soutien moral et financier.

Nous projetons de lancer un autre convoi terrestre au printemps 2011, forts de l'expérience retirée de cette première participation et d'une organisation préparée sur plusieurs mois.

[ism-france \(marseille\)](#)

4 Victoire pour Viva Palestina dans Gaza ! CINQUIEME CONVOI VIVA PALESTINA A GAZA

Les cent quarante sept véhicules et les trois cent quarante deux militants sont entrés dans Gaza hier soir après un mois de voyage !

Acclamés tant par la population que par les responsables de la bande Gaza, les volontaires du cinquième convoi Viva Palestina ont réussi à brisé le blocus de Gaza, et on apporté, outre cinq millions de dollars d'aide à la population, un grand réconfort.

George Galloway s'est félicité de cette victoire qui a "notamment permis d'attirer l'attention de tous les dirigeants des pays que nous avons traversés sur le sort du peuple palestinien et ce siège illégal". "C'est un succès lié à la prise de conscience croissante de l'opinion publique internationale du caractère insupportable de cette situation."

Seuls seize volontaires n'ont pas été autorisés à entrés dans Gaza par le gouvernement égyptien qui a prétexté un "risque pour sa sécurité". Les autres resteront environ quarante huit heures dans Gaza, le temps de remettre l'aide et de fêter l'événement. CAPJPO Europalestine

<http://www.europalestine.com/spip.php?article5528>

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-cinquieme-convoi-viva-palestina-a-gaza-59442798.html>

<http://www.convergencedesluttres.fr/index.php?post/2010/10/22/CINQUIEME-CONVOI-VIVA-PALESTINA-A-GAZA>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

